

SANOFI / CNAM :
**Quand la réparation du préjudice
coûte plus cher que la sanction de
l'Autorité de la concurrence**

*Cour d'Appel de Paris
25 septembre 2025
RG n° 19/19969*





Le 25 septembre 2025, la Cour d'appel de Paris a condamné Sanofi à verser plus de 150 millions d'euros de dommages et intérêts à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM).

En cause : une campagne de dénigrement menée il y a plusieurs années contre les génériques du Plavix®, un médicament commercialisé par SANOFI, prescrit pour les maladies cardio-vasculaires.



**ENSEMBLE FAISONS DU DROIT
UNE OPPORTUNITÉ**



RAPPEL DES FAITS

**SEPT. 2009
à
JANV. 2010**

SANOFI a dénigré les génériques concurrents du Plavix® en incitant les médecins à apposer la mention « non substituable » sur l'ordonnance et en incitant les pharmaciens à substituer Plavix par son propre générique au détriment des génériques concurrents.



CONSÉQUENCE

Les médecins et pharmaciens continuent de prescrire ou délivrer le Plavix®, au détriment des génériques concurrents pourtant vendus presque deux fois moins cher.



RÉSULTAT

Les génériques peinent à s'imposer, les patients sont remboursés sur la base du médicament le plus cher, et les pharmaciens perçoivent des rémunérations plus élevées.

**13 MAI
2013**

SANCTION

L'Autorité de la concurrence a sanctionné SANOFI à hauteur de 40,6 millions d'euros pour abus de position dominante.





RAPPEL DES FAITS

SEPT. 2017

La CNAM estime avoir été victime des agissements sanctionnés, et assigne SANOFI pour obtenir réparation.

- Préjudice lié au remboursement des assurés
→ 111 666 964 euros
- Préjudice lié à la rémunération des pharmaciens
→ 14 556 030 euros
- Actualisation de son préjudice par l'application du taux légal
→ 23 551 029 euros



DÉCISION DE LA COUR

Les juges confirment que ces pratiques, même si elles n'ont duré que 5 mois, ont eu un **impact réel et durable jusqu'en 2021 (!)**, sur le comportement des professionnels de santé.



Le préjudice total pour la CNAM est évalué à près de

151 millions d'euros

*Remboursement trop élevé
+ Rémunération des pharmaciens trop élevée
+ Intérêts*

*Cette décision met en lumière le rôle que joue le contentieux indemnitaire dans la dissuasion et la répression des pratiques anticoncurrentielles : **ici, le montant de l'indemnisation dépasse quatre fois celui de l'amende initiale infligée par l'Autorité de la concurrence (40,6 M€).***





À RETENIR

**Les conséquences économiques des pratiques anticoncurrentielles
ne s'arrêtent pas à l'amende infligée par l'ADLC**

**L'attribution de dommages et intérêts aux victimes des pratiques
peut se révéler bien plus lourd**





Loi & Stratégies

NICOLAS GENTY – AVOCATS

15, rue du Louvre – 75 001 Paris
31, rue Faidherbe – 59 000 Lille
E-mail : welcome@loietstrategies.com
www.loietstrategies.com

ENSEMBLE FAISONS DU DROIT
UNE OPPORTUNITÉ